
Une confiance en l'avenir basée sur l'expérience

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3563>

DOI : 10.4000/rea.3563

ISBN : 978-2-8218-0876-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 3-5

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Une confiance en l'avenir basée sur l'expérience », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 90 | mars 2009, mis en ligne le 25 mars 2009, consulté le 15 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3563>

Une confiance en l'avenir basée sur l'expérience

« L'économie allemande affronte cette année l'épreuve la plus importante depuis l'unification », déclarait le gouvernement fédéral dans le rapport exposant ses orientations de politique économique pour l'année 2009 et publié le 21 janvier par le ministère fédéral de l'Économie (BMW). Après une hausse de 2,5 % en 2007, puis de 1,3 % en 2008, le PIB allemand devrait reculer de 2,25 % en 2009 selon le gouvernement (voire de plus selon d'autres sources). Si l'année 2008 a connu une croissance positive, cela est dû exclusivement au 1^{er} trimestre, car l'activité s'est dégradée au cours des deux suivants (-0,5 % chacun) avant de plonger au dernier (-2,1 %) selon les données publiées par Destatis le 25 février. « A l'automne 2008, l'Allemagne est tombée dans une profonde récession qui se prolongera au cours des prochains mois », conclut pour sa part la Bundesbank dans son rapport mensuel de février.

Au 4^e trimestre, la décélération mondiale s'est brutalement répercutée sur une économie allemande largement intégrée dans le partage mondial du travail. La baisse du PIB est presque entièrement (2 points) imputable au recul des exportations (-7,3 % par rapport au 3^e trimestre 2008 ; Destatis). La balance commerciale est certes restée positive sur l'ensemble de l'année ; le solde est de 176,2 milliards €. Mais l'Allemagne pâtit maintenant du recul de l'activité et de la demande qui affecte avec un rare synchronisme à la fois les pays industrialisés (en premier lieu l'UE) et les économies émergentes. Voyant chuter les entrées de commandes (-15,7 % dans l'industrie au 4^e trimestre ; BMW) alors que leur taux d'utilisation des capacités avait commencé à baisser, les entreprises ont, pour la première fois depuis deux ans, réduit leurs investissements (-4,9 % ; Destatis).

C'est le cœur de l'économie allemande – l'industrie – qui est maintenant affecté. Le secteur secondaire avait contribué pour 25,9 % au PIB en 2008 (Destatis). Selon l'analyse de la Bundesbank, l'industrie traverse une crise de nature comparable à celle qu'elle a connue en 1993 après le boom de l'unification, mais amplifiée par le caractère mondial de la crise actuelle. A preuve, la chute des entrées de commandes en janvier (-42 % selon la Fédération de la branche VDMA) dans la construction mécanique, un des secteurs phares de l'industrie et habitué ces dernières années à des taux de croissance particulièrement élevés. La production tourne donc au ralenti, tassant en retour l'activité des secteurs liés, particulièrement celle des services aux entreprises (29,3 % du PIB).

Le recul de la production (-13,0 % en décembre ; BMW) n'a cependant guère eu de répercussions sur l'emploi. Au contraire, puisqu'on dénombrait 422 000 actifs occupés de plus par rapport au 4^e trimestre 2007, soit un total de 40,8 millions de personnes – chiffre record depuis l'Unité. Les demandeurs d'emploi (critères OIT) étaient 2,9 millions seulement, ce qui correspond à un taux de chômage de 6,6 % selon Destatis. Mais l'embellie quasi continue qu'on observait depuis près de deux ans sur le marché de l'emploi a pris fin en janvier 2009 : en données CVS, le nombre d'actifs occupés a diminué de 84 000 personnes, et le taux de chômage est passé à 7,3 %. La dégradation reste toutefois modérée.

En effet, les entreprises ont recours de manière systématique à toutes les solutions permettant d'éviter les licenciements et de conserver leur potentiel de compétences en prévision d'une amélioration de la conjoncture : réduction des heures supplémentaires, congés de Noël prolongés, épuisement des comptes épargne-temps et, enfin, chômage partiel (surtout dans l'industrie). Ainsi, selon l'Agence fédérale pour l'emploi, le nombre des salariés indemnisés au titre du chômage partiel conjoncturel (voir dans ce numéro) a fortement augmenté au 4^e trimestre, passant de 39 000 à 201 000 personnes entre septembre et décembre.

Fin 2008 : chute des exportations et recul de la production

L'emploi reste stable, ...

... entre autres grâce au chômage partiel

L'assouplissement des conditions d'accès à ce régime apporté par le gouvernement fédéral dans le cadre de son second programme conjoncturel de janvier 2009 est visiblement en train de porter ses fruits. Reste à savoir pour combien de temps et avec quelles conséquences pour les budgets publics.

La consommation ne s'est pas dégradée...

Cette stabilité relative de l'emploi est aussi un des éléments qui expliquent pourquoi la consommation des ménages n'a pas chuté au 4^e trimestre 2008 (-0,1 % seulement ; Destatis), alors que les Allemands, largement informés de l'ampleur de la crise par les pouvoirs publics comme les médias, n'envisageaient guère l'année 2009 avec optimisme. Ils n'étaient ainsi que 34 % à « *considérer l'avenir avec espoir* » (contre 50 % en 2007), tandis que 30 % se montraient « *sceptiques* » et 28 % disaient « *redouter l'avenir* », selon le baromètre que réalise tous les ans en décembre l'Institut für Demoskopie d'Allensbach. Mais leur moral s'est éclairci depuis, l'indice GfK (consommation) révélant une nette remontée de leur humeur consommatrice en février 2009 après quatre mois de pessimisme.

... car les Allemands n'ont pas de problème de pouvoir d'achat

Car si les Allemands sont conscients des incertitudes qui pèsent sur les prochains mois, ils n'en sont pas moins réalistes. Ils avaient en effet vu leur revenu disponible augmenter en 2008 sous le double effet de la hausse des salaires conventionnels (+2,8 % en moyenne sur l'ensemble de l'année ; Bundesbank) et de la baisse des prix (-0,7 % au dernier trimestre). Elle est due à la chute des prix pétroliers qui a diminué de 7 % la facture énergétique des ménages, et à celle des produits agro-alimentaires (quelque -0,5 %). Le pouvoir d'achat des Allemands reste élevé en ce début 2009, étant donné qu'un certain nombre de conventions signées l'an dernier prévoient une suite à la hausse des salaires cette année, et accessoirement parce que le Tribunal constitutionnel fédéral a cassé la réduction de la prime de transport déductible décidée par le gouvernement, le contraignant à rembourser aux foyers fiscaux le trop perçu. Quant aux prix à la consommation, ils n'ont augmenté que de 0,1 % en janvier en données CVS.

Pas de risque déflationniste

L'inflation devrait rester faible au cours des prochains mois puisque les prix continueront de baisser dans l'alimentation et l'énergie où ils avaient littéralement flambé l'an dernier. « *Le recul actuel des prix à la consommation ne traduit donc nullement une tendance déflationniste* » ; il s'agit bien plutôt d'un « *retour à la normale après une forte hausse dans certaines catégories de produits liée au renchérissement des importations* », explique la Bundesbank. Et c'est là aussi l'arrière-plan de la hausse historique des immatriculations de véhicules neufs enregistrée en février (+21,5 % ; Kraftfahrtbundesamt). Les consommateurs profitent visiblement en masse de l'aubaine qu'offrent la suspension provisoire de la taxe sur les véhicules et la prime à la casse (2 500 € pour les véhicules de plus de 9 ans) créée par le gouvernement fédéral au titre du soutien à la conjoncture. Si rien ne vient perturber cet environnement et que le marché de l'emploi continue de résister, la consommation pourrait, non pas tirer la conjoncture puisqu'elle reste contenue dans l'ensemble, mais du moins jouer le rôle de stabilisateur qu'en attendent experts et pouvoirs publics.

Un climat d'affaires réaliste et pragmatique

Quant au moral des milieux économiques, il reste étonnamment solide. L'indice ZEW (analystes financiers) se maintient certes à un niveau bas, mais il ne cesse de remonter depuis qu'il s'était effondré en octobre dernier. Les conjoncturistes reprennent espoir depuis que la BCE a baissé son principal taux, que la parité €/€ se stabilise et que les pouvoirs publics ont multiplié les mesures d'urgence. L'indice ifo (secteur manufacturier), pour sa part, frémit depuis le début de l'année : si les entreprises jugent que leur situation actuelle continue de se dégrader, elles n'en reprennent pas moins confiance en l'avenir. Il faut bien sûr se garder de considérer ces frémissements comme un signe avant-coureur de reprise. Mais ils donnent des signaux importants quant à l'état réel d'un moral des affaires emprunt de réalisme pragmatique. Les plus pessimistes sont les grandes sociétés par actions, fragilisées par leur positionnement mondial et leur dépendance des marchés financiers. Or si ce groupe est fortement médiatisé, il est très faible en nombre.

Les plus confiantes sont les PME, autrement dit la majorité des entreprises allemandes, que caractérise « *une remarquable robustesse financière* », souligne la Bundesbank. S'il n'y a pour l'instant aucun signe de *credit crunch* au niveau de l'offre bancaire outre-Rhin (selon l'étude « *Bank Lending Survey* » publiée en janvier par la même Bundesbank), c'est que les PME soit se financent sur fonds propres soit recourent à leur « banque maison », généralement une caisse d'épargne ou une banque coopérative peu affectée par la crise financière. Or cela leur permet justement « *de financer les mesures impératives en période de recul des débouchés : l'adaptation des produits comme des process de production* ».

Pas de *credit crunch*

En un mot, elles mettent la crise à profit pour innover (voir dans ce numéro). Elles considèrent en effet qu'une situation de crise « *aide à tirer les enseignements des erreurs passées pour agir plus intelligemment* », remarquent les économistes Michael Hüther (IW, Cologne) et Thomas Straubhaar (IWWH, Hambourg) dans *Die Welt* (01-03-09). Günter Veit, président du groupe du même nom, leader mondial des technologies de fixation, formule pour sa part ce constat issu de la pratique de l'entrepreneur : « *chaque crise modifie la donne ... Quand tout va bien, on refuse souvent le changement et l'innovation ; mais lors d'une crise, collaborateurs et fournisseurs en voient tous la nécessité* ». Ces propos qui s'adressent aux praticiens et qui sont diffusés depuis le 12-02-09 sur le site du Congrès des dirigeants chrétiens (www.christlicher-kongress.de) ne se résument pas seulement à un message d'espérance. Il montre aussi que la culture du partenariat en réseau et les valeurs qui la sous-tendent (voir REA 84/07) aident les entreprises allemandes à affronter avec courage les difficultés et défis actuels.

Les PME affrontent le défi

CONFIANCE. C'est le message que diffusent acteurs politiques, économiques et experts. Le gouvernement fédéral a pris une série de mesures dont l'effet psychologique (et économique) semble positif. Pourtant, certaines d'entre elles frisent le dirigisme et sont en franche rupture avec l'orthodoxie, comme le rappelait l'un de ses gardiens, le Conseil des Sages, dans son rapport 2008/09 (voir REA 89/08). Elles ne s'en justifient pas moins par le caractère exceptionnel de la situation, juge pour sa part un autre gardien de l'orthodoxie, la Bundesbank. Néanmoins, elle précise : « *une politique discrétionnaire ne peut avoir d'effet que si une condition essentielle est remplie : elle ne doit pas générer une perte de confiance dans la soutenabilité des finances publiques* ».

Certes, l'Allemagne qui avait pu réduire son déficit à seulement 3,3 millions € en 2008 (Destatis), se trouve dans une situation plus « *avantageuse* » que d'autres Etats de l'UE. Les mesures conjoncturelles devraient se traduire en 2009 par une hausse du déficit de quelque 1 % du PIB ; mais en 2010, sous l'effet de la récession, le déficit devrait remonter aux alentours de 4 %. « *Il est donc impératif* » de donner dès maintenant des gages pour un retour à la discipline. L'Allemagne étant membre de la zone euro et sa principale économie, il lui incombe « *une responsabilité particulière* » dans le respect du Pacte de Maastricht – dans son propre intérêt comme dans celui de l'UE. Elle vient de donner un signal : Bund et Länder se sont mis d'accord, dans le cadre de la réforme du fédéralisme financier, pour interdire tout nouvel endettement aux Länder à partir de 2020 et pour limiter le déficit annuel du Bund à 0,35 % du PIB dès 2016.

Dans un singulier effort collectif, et étonnant en phase pré-électorale, l'Allemagne est en train de se donner les moyens pour sortir au plus vite de la crise. Mais, rappelle judicieusement un éditorial du F.A.Z. (31-01-09) : « *le sort de l'économie allemande repose pour moitié sur l'évolution à l'étranger* ». Plus vite la demande redémarrera sur le marché mondial, plus vite l'Allemagne sortira elle aussi de la récession, participant activement à la dynamique de reprise. Encore faut-il que les biens puissent librement circuler. Le principal risque qui pèse actuellement sur la conjoncture – allemande et mondiale – réside dans la montée en puissance de tentations protectionnistes.

Isabelle Bourgeois (04-03-2009)